

JEAN-DAVID LEVITTE

Conseiller diplomatique et sherpa du président Nicolas Sarkozy

Je voudrais réfléchir avec vous sur les priorités de ce que pourrait être la présidence française du G20.

Mais je voudrais d'abord rendre hommage à la Corée qui prépare de façon tout à fait exceptionnelle le G20 de Séoul. Et je voudrais aussi réfléchir avec vous quelques instants sur les débats qui nous ont précédés. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le discours de Ban Ki-Moon, celui de Jean-Claude Trichet.

J'ai écouté le débat d'hier soir et je voudrais souligner d'entrée de jeu deux points : je pense que, sur ce qu'a dit Ban Ki-Moon, c'est-à-dire les grands défis que nous avons à relever, tout le monde est d'accord. La question qui se pose, qui lui est posée et qui concerne les 192 Etats de la planète, est la suivante : est-ce que les Nations Unies sont en état de relever les défis auxquels la communauté internationale est confrontée ? La réponse est évidemment « non ». Donc il y a un grand chantier à conduire dans ce domaine.

La deuxième remarque porte sur la présentation qu'a faite Jean-Claude Trichet. Là encore, je crois que nous sommes tous d'accord avec lui pour souligner le rôle qu'a pu jouer le G20. Le G20 est né de la crise. Mais on avait besoin de créer le G20 dès avant la crise. Lorsque Nicolas Sarkozy a été élu, d'emblée, il a souligné qu'il fallait élargir le G8. Et puis la crise est arrivée et une semaine après la chute de Lehman-Brothers, le Président de la République a présenté devant les Nations Unies, au nom de l'Union européenne, la proposition d'un sommet. Deux formats étaient possibles : il y avait déjà, existant en filigrane, la structure de coopération du G8 avec 5 pays émergents ; et puis il y avait, au niveau des Ministre des Finances, le G20.

Très vite, nous avons compris que le G8+5 n'avait aucun avenir pour une seule raison : les 5 pays émergents ne se sentaient pas placés sur un pied d'égalité par rapport au « club » du G8, qui était un peu la « famille ». Pour placer tout le monde sur un pied d'égalité, le G20 s'est très vite imposé. Il était nécessaire de faire entrer dans le « club » de ceux qui exercent des responsabilités majeures, les pays émergents. Les convier à la table, c'est non seulement constater qu'ils sont devenus absolument incontournables, c'est aussi leur demander de prendre leur part des responsabilités.

J'ai été fasciné par le débat d'hier soir, auquel la Vice-ministre de la République Populaire de Chine, Madame Fu Ying, nous a expliqué le regard de la Chine. Elle a dit quelque chose qui m'a frappé : à aucun moment dans l'Histoire, la Chine et le Japon n'ont été forts au même moment. A vrai dire, on pourrait reprendre la même remarque à propos d'autres continents : en Europe, nous avons connu cela aussi. Et ce n'est qu'après deux Guerres mondiales que nous avons appris, depuis 50 ans, à travailler ensemble.

Je crois que l'un des grands mérites du G20, c'est ce processus qui permet à des pays qui sont dans des situations complètement différentes, qui viennent d'horizons complètement différents, qui ont des systèmes politiques complètement différents, d'assumer ensemble leurs responsabilités, de sortir de la défense étroite de leurs intérêts nationaux pour regarder au-delà ce qu'est l'intérêt général. La crise financière et économique a été, de ce point de vue, un formidable accélérateur, parce que, tout simplement, nous n'avions pas le choix. Et c'est vrai que le G20 a très bien travaillé. Il a pris, dans l'urgence, des mesures qui auraient été impensables auparavant. Je n'y reviens pas, nous les connaissons toutes et elles vont être débattues et prolongées pendant le sommet de Séoul.

La question qui se pose aujourd'hui, à un moment où l'on commence à réfléchir à ce que pourraient être les propositions de la France, est simple : continuons-nous en prolongeant les réformes qui nous ont été imposées par la crise, avec des régulations bien adaptées, etc. Ou bien décidons-nous d'ajouter de nouveaux chantiers ? La tentation est forte, parce que la crise économique s'éloigne, qu'elle est moins prégnante, de poursuivre sur l'élan donné, d'achever le travail sans ajouter de nouveaux chantiers.

Le Président de la République française souhaite proposer d'ajouter à ce qui est déjà à l'ordre du jour des chantiers nouveaux. Parce qu'il a la conviction qu'il y a des dossiers majeurs qui sont, comme on dit en anglais « on the back burner » mais qui constituent des menaces très graves pour la poursuite de la croissance mondiale au cours des prochaines décennies.

Il a donc fait le choix de l'ambition. Et paradoxalement, il est plus difficile d'être ambitieux quand il n'y a pas la pression de la crise sur vos épaules. Le Président propose donc le choix de l'ambition à nos partenaires avec trois chantiers.

Le premier chantier, c'est la réforme du système monétaire international. C'est un dossier difficile, sensible, c'est un dossier qui est sur la table depuis les années 1970, puisque nous vivons depuis lors dans un « non-système monétaire international ». C'est un chantier qu'il serait absurde d'aborder sous l'angle de la confrontation sur les parités de change. L'aborder ainsi serait aboutir immédiatement à une impasse. Nous allons donc proposer à nos partenaires de l'aborder sous d'autres angles. Je citerai un seul exemple : les pays émergents, au cours des dix dernières années, ont été confrontés à 42 chocs de fuites massives de capitaux. Et aujourd'hui certains pays sont confrontés à un choc inverse, c'est-à-dire à l'afflux trop rapide de capitaux et à la hausse, difficile à maîtriser, de leur monnaie. Pouvons-nous, ensemble, réfléchir à des mécanismes qui puissent traiter ce problème ?

Nous voulons aborder ce sujet de la réforme du système monétaire sans tabou, avec beaucoup de prudence et en commençant par une réflexion large qui pourrait être confiée à un certain nombre de spécialistes reconnus à l'échelle mondiale, pour planter le décor en quelque sorte, avant d'avancer davantage. Et nous nous posons la question de savoir si la Chine ne pourrait pas être l'hôte de ce premier séminaire, avant de passer à une étape suivante ailleurs, avec l'implication des Ministres, des Gouverneurs et des Banques centrales.

Le deuxième chantier qu'il nous paraît important d'aborder, c'est la volatilité des cours des matières premières. Là encore, le chantier est difficile ; mais c'est un chantier qui nous paraît incontournable. Il suffit de se rappeler ce qu'ont été les crises de sécurité alimentaire, les révoltes de la faim en 2008 – c'était il y a deux ans seulement – en Haïti, au Sénégal, ailleurs en Afrique : les prix des produits alimentaires avaient explosé et la faim s'était répandue d'une façon choquante, scandaleuse, car il n'y avait absolument pas de pénurie. Nous aimerions donc traiter le problème de la volatilité excessive des prix des produits agricoles et aussi, naturellement, celle des produits énergétiques. Ce sont deux dossiers différents, ce sont deux dossiers très difficiles, mais il nous semble qu'il est possible de progresser.

Je prendrai un exemple : nous avons réussi à traiter le problème de la spéculation sur les dérivés des produits financiers. Pourquoi est-ce qu'on lutterait, avec succès, contre l'absence de régulation sur les dérivés financiers et qu'on ne s'attaquerait pas à la question de la spéculation sur les marchés des dérivés de produits agricoles ou énergétiques ? Si vous prenez le blé par exemple, ou d'autres produits agricoles, les transactions sur les marchés mondiaux représentent 30 à 40 fois le montant de la production.

Deuxième sujet qui devrait être traité : lorsqu'il y a une situation de hausse brutale des prix, est-ce qu'on ne pourrait envisager, avec la Banque mondiale par exemple, un mécanisme d'assurance qui permettrait à des pays importateurs du monde en développement de faire face ?

Le troisième grand dossier incontournable, c'est la gouvernance globale. Nous en avons parlé ensemble, l'an dernier, ici même. Depuis, on a beaucoup progressé : la réforme de la Banque mondiale est faite ; la réforme du Fonds monétaire – dans la douleur – est en train de se faire. Je le disais d'entrée de jeu, il nous paraît indispensable d'aborder aussi la réforme du système des Nations Unies. 192 pays forment la « famille » de l'ONU. Les Nations Unies sont, sans doute, la seule organisation qui, parce qu'elle est universelle, est incontestablement légitime. Mais les Nations Unies sont-elles efficaces ? Et peut-être plus important encore, est-ce qu'une organisation peut être considérée comme durablement légitime si elle se révèle inefficace ?

Je pose la question parce que j'ai vécu Copenhague. Traiter le réchauffement climatique est un impératif pour nous tous, car nous savons tous que si nous ne le traitons pas, nous allons atteindre un degré irréversible dans le réchauffement climatique. Il y a urgence. Nous nous sommes donc retrouvés pour le plus grand sommet de l'histoire de l'humanité à Copenhague. Au moment où les chefs d'Etat sont arrivés, il y restait à peine 24 heures pour terminer la négociation ; le texte comportait plus de 90 crochets. Il était impensable en 24 heures, que les chefs d'Etat puissent régler les problèmes. Le Président Sarkozy a proposé de créer un groupe à peu près représentatif de 28 pays. Et on s'est mis autour de la table pour une nuit de travail. Le résultat n'est pas si mauvais, c'est presque un miracle.

Mais ce qui m'a beaucoup frappé dans la négociation, c'est que nous arrivions autour de la table dans des situations psychologiques complètement différentes. Les Européens étaient très fiers parce qu'ils étaient très bien préparés. Sous présidence française, nous avons adopté un paquet où nous nous imposions à nous-mêmes des fortes disciplines : -20%, -30% même, etc. En face de nous, les pays émergents et les pays en développement voyaient bien la nécessité d'aller de l'avant, mais n'étaient absolument pas prêts à négocier au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement sur des sujets à la fois très techniques et très lourds.

Et j'ajoute, sous le contrôle de Mme Fu Ying : le processus de prise de décision à Pékin est collectif : une fois que la décision est prise, il est très difficile pour la personnalité qui incarne la Chine autour de la table de la modifier en une nuit. Du reste, chez nous Européens, c'est exactement la même chose : quand on se met d'accord à 27 après des mois de négociations, s'il faut aller au-delà de la ligne rouge qui a été fixée comme l'ultime concession à faire, il faut qu'on se retrouve à 27 et qu'on reprenne la négociation. Il y a donc un vrai sujet à traiter, qui est celui du fonctionnement d'une organisation de 192 pays, confrontés à des sujets globaux.

Le deuxième sujet de la gouvernance mondiale est le suivant : depuis l'après-guerre, on a vu progressivement la « famille » des Nations Unies s'enrichir. De nombreuses organisations sont en charge d'une partie de la gestion économique du monde. Je parlais des produits agricoles : à Rome trois organisations de l'ONU sont en charge de l'agriculture sous ses différents aspects. Ne faut-il pas les adapter au monde d'aujourd'hui ? Ne faut-il pas que ces organisations soient capables de traiter les problèmes que j'évoquais de la volatilité des prix des matières premières ? Ne faut-il pas que les différentes institutions spécialisées apprennent à mieux travailler ensemble ? Je pense non seulement aux Nations Unies *stricto sensu*, mais aussi à la Banque mondiale, au Fonds monétaire, aux banques régionales...

C'est donc un immense chantier et il nous semble difficile de l'aborder sans mentionner aussi, comme l'a fait Monsieur Ban Ki-Moon, la réforme du Conseil de Sécurité. Aujourd'hui, à l'évidence, il ne reflète pas dans sa composition, le monde du XXI^{ème} siècle.

Je terminerai par un mot sur la méthode de la Présidence française. Nous allons prendre exemple sur nos amis Coréens qui, encore une fois, accomplissent un travail tout à fait remarquable. Le Président de la République a le souci de mettre la France à l'écoute ; nous proposons et nous écoutons. Se mettre à l'écoute, c'est d'abord écouter nos partenaires du G20. Il est très important de bien comprendre où sont les priorités et les lignes rouges des uns et des autres, parce que, sinon, comment pourra-t-on avancer ?

Une autre idée est chère au Président de la République : travailler toute l'année. Un sommet, c'est 24 heures, 36 heures. Compte tenu des sujets qui sont sur la table, il nous paraît très important que les chefs d'Etat et de gouvernement, les Ministres, se sentent complètement impliqués. A titre d'exemple, sur la question de la volatilité des prix agricoles, il nous paraît également souhaitable que les Ministres de l'agriculture des pays du G20 puissent en parler entre eux, s'approprier le sujet. Il nous paraît très important que certains pays puissent assurer une responsabilité dans la gestion du dossier. La Russie par exemple est un très important producteur de produits énergétiques et de produits agricoles. Est-ce qu'elle ne pourrait pas être un peu chef de file pour traiter tel ou tel sujet ?

Et puis il faut se mettre à l'écoute des autres. Le G20 représente certes 85% du PIB mondial, mais il y a les 172 pays qui n'appartiennent pas au G20 et qui demandent à être entendus. Dans cet esprit, le Président de la République, dès la semaine prochaine, se rendra au sommet de la francophonie ; il participera fin janvier au sommet de l'Union africaine. Il a le souci d'être à l'écoute de tous les pays de façon à ce que la légitimité du G20, qui résulte d'abord de son efficacité, de sa capacité à régler les problèmes, soit aussi reconnu pour sa capacité à entendre les messages du monde.

Je vous remercie.